



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

M_DL241125_166

SPORTS - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS A LA RÉGION DE GENDARMERIE DE NORMANDIE - CRI - ADOPTION - AUTORISATION

Madame Christel BOUBERT, Adjointe au maire. La ville de Montivilliers souhaite mettre à la disposition de l'État, au profit de la Gendarmerie de Normandie, unité le CRI (Centre Régional d'Instruction de Normandie), la salle d'arts martiaux afin d'y effectuer une formation qualifiante qui se déroulera du 6 au 31 janvier 2025. Ceux-ci selon un planning d'utilisation établi (11 dates) en fonction des utilisations associatives et scolaires durant la période de janvier 2025.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L.2125-1

CONSIDÉRANT

- L'intérêt de la ville de Montivilliers de mettre des équipements sportifs à disposition des forces de l'ordre ;
- Que le Centre Régional d'Instruction de Normandie (CRI), principal utilisateur du site mis à disposition, a des besoins pour les instructions ou formations collectives ;
- Que l'occupation ou l'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement lorsqu'elle contribue directement à assurer l'exercice des missions des services de l'État chargés de la paix, de la sécurité et de l'ordre public;

Sa commission municipale Vie sportive et vie associative réunie le 20 novembre 2024 consultée ;

VU le rapport de Madame **Christel BOUBERT**, Adjointe au Maire en charge de la Vie sportive, du Développement du sport santé, des Équipements sportifs de détente et de loisirs ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un équipement sportif au profit de la Gendarmerie de Normandie.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 29/11/2024

Reçu en préfecture le 29/11/2024

Publié le 29/11/2024

ID : 076-217604479-20241126-M_DL241125_166-DE

webdelib

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr